

18-le FLN en France-fin de la guerre d'Algérie et débuts de l'indépendance.

1-le FLN en France.

2-les expatriés d'Algérie.

3-les pertes de la Guerre d'Algérie.

4-au lendemain des accords d'Evian.

5-l'Algérie indépendante

6-débuts du socialisme algérien.

7-l'arabisation de l'Algérie.

1-le FLN en France.

En 1954 il y avait un peu plus de 210.000 algériens en France dont 150.000 célibataires qui travaillaient dans le bâtiment et la métallurgie, d'autres étaient épiciers, patrons de bistros, restaurateurs, quelques étudiants aussi. Durant la durée de la guerre leur nombre augmenta pour atteindre les 430.000 en 1962.

Le parti nationaliste de référence était alors le **MTLD** qui comprenait 7.000 membres et, après l'éclatement de celui-ci, dans un premier temps la plupart des membres de la fédération de France suivirent **Messali Hadj** dans son nouveau parti, le **MNA** (mouvement national algérien) qui se retrouve majoritaire avec 10.000 membres en 1956. **Le FLN s'installe en France dès 1957** il a à son actif une quinzaine de milliers d'adhérents. Au départ celui-ci s'intéresse au paiement des cotisations des adhérents, perçu jusqu'alors par le **MTLD-MNA** avec lequel il entre en concurrence, petit à petit il impose auprès des populations nord-africaines leur impôt révolutionnaire, les populations n'ont d'ailleurs pas d'autre choix que celui de le payer, **les combats entre FLN et MNA ont fait 4.000 victimes jusqu'en 1962.**

Le FLN fut chassé sans relâche par les services de police, en janvier 1955 **Boudiaf** avait créé la première fédération de France, trois mois plus tard ses responsables sont arrêtés, une seconde direction est démantelée l'été 1956, en décembre Mohammed Lebjouli, envoyé pour reconstituer la fédération est arrêté en février 1957.

La fédération se composait d'un comité fédéral basé en Allemagne (il avait été transféré en Allemagne en 1958 pour échapper aux arrestations) et de six wilayas réparties sur le territoire de France (1959/1961), elle se livrait à des activités telles que, effectuer la collecte de l'impôt révolutionnaire, la fabrication de faux papiers, l'impression et diffusion de presse clandestine, en 1958 elle lance une série d'actions, d'actes de sabotage; attentats contre des dépôts pétroliers comme la raffinerie de pétrole de Mirepiane près de Marseille, attaques de casernes et commissariats, tentative de destruction ratée de la cartoucherie de Vincennes, incendies de réservoirs d'essence, attaque d'usines dont celle de montage de camions de l'armée de Vitry, tirs sur des voitures de police, explosions aux usines de caoutchouc de Kléber-Colomb, sabotage du relais de télévision du Havre, attentat contre Jacques Soustelle en septembre. 56 sabotages et 242 attaques ont été dénombrés du 21/8 au 27/9.

Cette même année, en mars une manifestation de policiers a lieu qui reprochait au gouvernement de ne pas prendre les mesures nécessaires pour les protéger des attentats du FLN, Maurice Papon est alors nommé préfet de police de la Seine.

En juin, de Gaulle est nommé chef du gouvernement.

Le front a contribué à nouer des contacts avec des groupes politiquement réceptifs à ses thèses sur le territoire français, avec des gens qui ne risquaient pas d'attirer l'attention des services de sécurité à cause de leur apparence pour trouver des logements, de la nourriture, soigner les cadres du FLN, assurer leur défense juridique, trouver des planques, des points d'appui en province, favoriser les communications, faire passer les frontières, imprimer de la presse clandestine, transporter des armes et explosifs, de l'argent.

Le principal réseau a été celui de Jeanson, militant communiste et professeur de philosophie, aidé dans ses débuts par deux prêtres ouvriers. Jeanson s'adresse aux intellectuels, Davezieux et Urvoas les prêtres ouvriers enrôlent dans les usines où ils travaillent. Des gens de tous milieux sont venus en aide au FLN, communistes, socialistes, juifs, chrétiens, francs-maçons, syndicalistes, artistes, écrivains, avocats, ouvriers, un comité de soutien a même existé, qui faisait appel aux personnalités les plus connues pour venir protester contre l'emprisonnement ou la condamnation des rebelles ou de leurs amis français.

A la fin, les membres du FLN et porteurs de valises ont été amnistiés, en mars 1962, les portes des prisons leur ont été ouvertes, pour se refermer sur des civils et militaires qui avaient voulu garder l'Algérie française.

L'argent de l'impôt prélevé aux algériens de France était la source principale des revenus destinés à l'effort de guerre, il représentait 50% des besoins, le reste étant fourni par des pays arabes, chaque mois celui-ci arrivait des wilayas pour être versé sur des comptes en Suisse, d'où l'importance des porteurs de valises et autres qui ont contribué à clouer pas mal de cercueils en Algérie.

De 1958 à 1962, la structure du FLN a été souvent modifiée pour se protéger des infiltrations des services de renseignements français, mais aussi pour faire face à l'augmentation de ses effectifs et aux problèmes que cela entraînait dans ses divisions administratives locales. Entre 1959 et 1961 la France était divisée en six wilayas. En septembre 1961 le nombre des wilayas passe à sept, leurs numérotations modifiées pour les regrouper en trois blocs contrôlés chacun par un responsable contrôleur (RC).

GROUPE 1 -wilaya 1- Paris sud (de la Seine)-**wilaya 1B** Atlantique (sud-ouest de la France, de la région parisienne à Bordeaux.)

GROUPE 2 -wilaya 2- Paris nord (de la Seine)-**wilaya 2A** de région parisienne au Pas de Calais, Lille et frontière belge.-**wilaya 2B**-Est (Alsace Lorraine, de Strasbourg à la frontière suisse)

GROUPE 3 -wilaya 3 -région de Lyon avec le massif central.-**wilaya 3B** région de Marseille et Languedoc.

Manifestation du 17 octobre 1961.

Le 17 octobre a eu lieu à Paris une manifestation de masse organisée par le FLN.Cette manifestation s'est déroulée au moment où les discussions sur les accords de paix avaient repris après une interruption,la France venait de céder,face aux représentants du GPRA sur le problème du Sahara.

EN septembre la DST avait pris connaissance de la présence sur le territoire d'un chef des opérations du FLN ,ce responsable principal "le Fédéral"était la seule source de contrôle pour Paris et la France métropolitaine.les ordres du comité fédéral d'Allemagne lui étaient transmis et celui ci les retransmettaient aux trois contrôleurs de groupes,les RC qui les retransmettaient à leurs chefs de wilayas.

Le fédéral(RF) rencontrait régulièrement les trois RC,ceux ci formaient un organe central de prise de décisions qui supervisait et décidait du travail des wilayas sur le terrain.Il semble qu'il ait existé en plus de ce comité des 4 une commission centrale composée de militants plus âgés qui jouait un rôle de conseillers auprès de ces quatre.

A ce moment,à Paris ,le gouvernement est confronté depuis plus de six mois à une double série d'attentats,d'un côté l'OAS a assassiné le maire d'Evian et procédé à nombre de plastiquages à Paris,il a aussi tenté d'assassiner le général de Gaulle à Pont-sur-Seine,de l'autre le FLN a augmenté ses actions contre le MNA ainsi que contre les forces de police.De janvier à septembre de nombreux nord-africains ont été tués,de même que vingt huit européens dont vingt cinq policiers.

Début octobre décision est prise de restreindre la circulation de nuit des populations nord-africaines,il leur est conseillé de rester chez eux entre 20H30 et 5H30.Par communiqué de presse du 5 octobre le couvre feu est instauré,la circulation restant autorisée sur attestation.

Alors que initialement des manifestations étaient prévues pour le 1er novembre,pour marquer le 7eme anniversaire de la révolution algérienne,une mobilisation qui devait s'inscrire dans une journée internationale d'actions se déroulant dans plusieurs pays comme l'Algérie,le Maroc,la Tunisie,Belgique et Allemagne, le comité fédéral d'Allemagne répond favorablement à la demande de l'organe central de répondre par un défi au couvre feu par une manifestation dans laquelle il y aurait hommes femmes et enfants,le défilé devant commencer à 20h30,heure du couvre feu.La " protestation" devait se dérouler en trois parties.une première partie à Paris sur trois jours,qui s'étendrait,deuxième partie sur toute la France par des manifestations de femmes devant les préfetures,la troisième partie concernait une grève générale.

Par l'intermédiaire des médias,ces manifestations, durant les débats sur les accords de paix ,devaient montrer au monde entier que le FLN avait le contrôle de Paris et de la province.

Il semble bien que ces décisions ont été prises sans consultation préalable du GPRA de Tunis,sans doute à cause de luttes obscures qui se faisaient jour au sein du FLN pour le pouvoir et la fédération de France,avec ses 350.000 membres avait une très forte influence.D'autre part le GPRA était alors engagé dans une épreuve de force avec l'état-major de Boumédienne,l'état-major de l'EMG avait démissionné.

A partir de 21 heures environ 25.000 manifestants se heurtent dans différents endroits de Paris aux forces de l'ordre, en nombre insuffisant.

Une polémique existe toujours sur le nombre de victimes,le bilan officiel était de 3 morts et 337 blessés,d'autres parleront de 30 ou 50 morts,un autre 140,200,300,un autre encore donne le chiffre de 210 en 1991,325 puis 393 en 2001.

Le résultat de la manifestation n'a pas été bénéfique au FLN,celui ci s'est traduit par des gestes d'hostilité de la population à l'égard des travailleurs émigrés,une baisse des fonds versés par les algériens ,la fédération de France blâmée par le GPRA annule ses autres manifestations.

2-les expatriés d'Algérie.

En décembre 1961 le gouvernement prépare une loi pour accueillir et réinstaller les français d'outre-mer sans prévoir un retour massif des pieds-noirs d'Algérie.

Les estimations les moins favorables se basaient sur un retour de 400.000 personnes sur quatre années hors, dès le mois d'avril, le cota était déjà atteint ceci malgré les interdictions de l'OAS de quitter le territoire.

Les actes des rebelles,les attentats FLN et OAS , la fusillade rue d'Isly,les enlèvements et disparitions,les massacres d'Oran les exactions au lendemain des accords d'Evian de la part des maquisards FLN de la dernière heure qui ont attendu cette date pour se manifester ,l'absence de garanties réelles de la part du gouvernement ont amené les départs massifs d'Algérie.

En aout 62,malgré un retour au calme,il y avait encore des enlèvements,les européens continuèrent de partir,laissant leurs biens dans un pays qui avait été le leur et où ils ont tout laissé laissé,y compris leurs morts.

Dans les débuts de l'année 1962 pour gagner le territoire français les pieds-noirs devaient effectuer des démarches dans l'insécurité qui régnait alors,une autorisation de départ des autorités françaises encore en place leur était nécessaire,qu'ils obtenaient dans le commissariat le plus proche où ils devaient faire la queue sous la menace de l'OAS qui leur interdisait de quitter l'Algérie.Les autorisations de sortie de territoire portaient encore la mention"aller,retour" car l'état français pensait encore à faciliter un maximum de retours pour aider à la construction de l'état algérien.

Ils devaient aussi se procurer les billets pour ceux qui pouvaient les payer,avec les mêmes risques.

Dès avril il devint possible de quitter le pays par avion après avoir signé une décharge,reconnaissance de dette à payer ultérieurement.

La plupart n'avaient pas prévu l'exode,espérant toujours un dénouement heureux après ces huit années de guerre,ils durent se trouver les moyens de transporter leur minimum,achat quand il y en avait encore de valises,en bricoler,les compagnies de déménagement furent prises d'assaut,l'envoi en France nécessitait pour ceux qui en avaient les moyens l'achat de grands coffres pouvant transporter 100kg,qu'il fallait affréter en France ,les taxes afférentes au transport France Algérie qui étaient assimilées à de l'importation devaient être acquittées.Lorsque les taxes furent exonérées un nombre plus important de rapatriés débarqua en France dans un dénuement total.

Pour pouvoir bénéficier de cette exonération,une demande devait être faite au bureau de douane du lieu d'importation.Au mois

d'octobre les autorités d'Oran demandèrent aux rapatriés qui voulaient faire transporter un "coffre" nommé aussi cadre de déménagement des reçus de gaz,électricité,loyer.?

Les autorités gouvernementales s'étaient basées sur les chiffres des rapatriements du Maroc,45.000 entre 1956 et 1957 et la Tunisie,94.000 entre 1956 et 1958 .Dès avril elles ont du faire face à un nombre bien plus important que prévu,pour ne pas compromettre les accords d'Evian le nombre de bateaux a été limité à trois par semaine mais,alors que en temps normal,à cette date,il y avait peu de voyageurs,ce fut par milliers que les rapatriés s'embarquèrent,après avoir bradé leurs biens pour acquitter le prix du voyage.En mai environ 84.000 débarquent à Marseille,Port-Vendre et Orly,en juin plus de 320.000.

Ceux ci ont été bien souvent accueillis comme des indésirables,Deferre craignait de les voir envahir sa ville et sa région,Joxe n'en voulait pas plus en Algérie qu'en France.Ce serait mieux,disait il,qu'ils s'installent en Australie,en Argentine ou Brésil.



origine site internet.

Les harkis,environ 90.000, familles comprises, dont une bonne moitié rapatriée en dehors des filières gouvernementales ont été parqués dans des centres de triages et traités comme des indésirables. Une directive ministérielle demandait aux préfets de ne les reloger qu'après avoir relogé tous les rapatriés demandeurs de logements,ceux ci ont alors été acheminé dans des cités d'accueil,surveillés par des gendarmes.**ils ont été traités plus en détenus que en anciens combattants.** Il a fallu que leurs enfants se révoltent pour qu'un certain nombre de mesures soient prises dans l'amélioration des logements,de formation professionnelles,de l'embauche.La génération des enfants nés en France menera une seconde révolte qui débouchera en 1994 sur la délivrance d'indemnités aux familles harkis pour leurs biens abandonnés en Algérie et aides diverses. Ce n'est qu'en septembre 2001 qu'un hommage national leur est rendu.

3-Les pertes de la guerre d'Algérie.

Elles peuvent être estimée dans la population d'Algérie à 250.000 morts et disparus.

Les pertes militaires,statistiques de l'armée française,143.538 rebelles tués de novembre 1954 au 19 mars 1962,le ministère algérien des anciens moudjahidines donne le chiffre de 152.863 tués au combat.

Côté français 23196 morts (terre mer air gendarmerie)dont 15.583 tués au combat.**A ce chiffre il faut ajouter,après le cessez le feu,152 tués,422 blessés,162 disparus.**

Les purges internes de l'ALN ont fait entre 7.000 et 15.000 victimes.

Le terrorisme du FLN a tué en Algérie de 1954 à 1962 ,19.166 personnes dont 2.788 européens,blessés 21.151 dont 7451 européens,auquels il faut ajouter 13.671disparus dont 375 européens ceci avant le 19 mars 1962 et environ 6.000 tués et 4.000 blessés du MNA;

Après le cessez le feu,jusqu'au 1er mai 1963,3098 enlèvements d'européens ont été recensés,969 on été retrouvés vivants,et 306 morts.

Quand aux harkis-

dans" les mensonge de la guerre d'Algérie",page 438 -de l'aveu même de Ben Bella,la population visée représentait 500 à 600.000 personnes,si l'on s'en tient aux confidences de Krim Belkacem,sur les 220.000 musulmans abattus par l'ALN "en dehors des combats"150.000 auraient été exécutés après le cessez le feu,et l'auteur précise,c'est aussi le chiffre retenu par les experts auprès des tribunaux ayant à connaître les crimes contre l'humanité.

4-Au lendemain des accords d'Evian.

Les accords d'Evian ont amené le gouvernement à se décharger de ses responsabilités en Algérie sur des responsables qui ne pouvaient (GPRA par exemple)ou ne voulaient pas les assumer.

Ces accords ont été signés le 18 mars 1962 par les représentants français et ceux du FLN ,membres du GPRA.

Le cessez le feu devait,dés le lendemain midi mettre fin aux opérations militaires et à toutes les actions armées,seules les forces françaises pouvaient circuler librement jusqu'au résultat de l'autodétermination,celles ci devaient éviter le contact avec le FLN.Les responsabilités étaient partagées entre un haut commissaire de France et un exécutif provisoire franco-algérien,ceci dans l'attente du référendum d'autodétermination qui devait avoir lieu dans un délai de trois à six mois.

Diverses déclarations dans les accords concernaient

-des promesses d'amnisties

-de l'exercice à venir des droits civiques algériens pour les citoyens français d'Algérie pendant trois ans avant de choisir leur nationalité définitive, du respect de leurs biens, de leurs religions, de leurs droits civils.

-des coopérations économiques et financières, de la mise en valeur du Sahara, de coopérations diverses....

-un an après l'autodétermination, les forces françaises devaient passer à 80.000 hommes, l'évacuation totale devait se faire deux ans plus tard, sauf deux bases aériennes concédées pour 15 ans et les sites sahariens (bombes et fusées) concédées pour cinq ans. etc.....

Le cessez le feu et déclarations de garanties furent vite bafouées, a cause de l'insécurité généralisée et des décisions prise par le nouveau gouvernement algérien.

L'OAS a condamné les accords qu'elle jugeait illégitimes, elle s'est efforcée d'en empêcher les applications ses commandos se sont attaqués au FLN et aux forces gouvernementales en provoquant des affrontements sanglants.

Du côté du FLN, les premières semaines après le cessez le feu ont été calmes, mais dès la mi-avril les enlèvements

****d'européens se multiplient à Alger, Oran et les régions voisines.** Au final l'insécurité fut totale.

Le gouvernement français n'a pas réagi de la même façon contre les violations du cessez le feu venant de l'OAS ou du FLN.

Contre l'OAS il a utilisé la force des armes-Alger, fusillade rue d'Ysly le 26 mars 1962 qui fit 56morts.

Avec le FLN il a été beaucoup plus modéré et a collaboré avec celui-ci, il a minimisé l'ampleur des enlèvements jusqu'au milieu du mois de mai, **les campagnes ont été rapidement abandonnées à l'ALN réglant le sort des supplétifs de l'armée française et de leurs familles.**

D'emblée, le FLN interpréta à sa façon les accords d'Evian. Ses troupes sortent en armes des zones où elles étaient stationnées pour effectuer des réquisitions, recruter des volontaires pour augmenter leurs effectifs, faire de la propagande, les soldats musulmans de l'armée française furent incités à désertre, les MNA pourchassés, **quand aux harkis leurs sorts était réglés d'avance.**

Ce sont des tensions internes entre les différentes factions qui empêchèrent la prise de pouvoir immédiat par le FLN; La réunion du CNRA à Tripoli en mai/juin 1962 qui avait pour but la mise en place d'un programme et d'une nouvelle orientation politique fut un échec. Le GPRA (gouvernement représentatif de l'Algérie tout de même) **était contesté par Boumédiène et par Ben Bella**, respectivement chef de l'état major de l'ALN et responsable du bureau politique, exécutés, les membres du GPRA quittèrent la réunion.

Le cessez le feu a donc ravivé les tensions entre les factions du FLN, Boumédiène qui commandait l'armée des frontières (celle qui était stationnée en Tunisie et au Maroc) tandis que le GPRA qui avait de son côté son armée de partisans, moins nombreuse.

Le pouvoir fut pris par la force la mieux organisée, l'armée des frontières du colonel Boumédiène, les négociateurs algériens des accords d'Evian écartés, (l'exécutif qui avait la responsabilité du maintien de l'ordre et une souveraineté provisoire jusqu'au résultat de l'autodétermination n'avait plus de pouvoir), les garanties données aux européens et musulmans pro-français disparurent.

Le 30 juin, Ben Bella se désolidarise du GPRA.

Le 1er juillet, référendum pour l'indépendance

Le 4 juillet le GPRA s'installe à Alger, présidé par Yousof Ben Khedda.

Le 5 juillet, indépendance de l'Algérie. (suite au référendum sur l'autodétermination)

Les 5- juillet massacres de civils européens à Oran pendant que l'armée française sous les ordres du **général Katz reste l'arme au pied**. Un exemple de massacre perpétré sur une communauté sans défense en présence d'une armée qui laisse assassiner ses ressortissants sans intervenir. Oran a été le dernier bastion OAS mais au moment des événements ses commandos avaient quitté les lieux, plus de la moitié des Européens étaient aussi partis, environ 100.000 personnes.

Un accord FLN-OAS du 17 juin 1962 mettait fin aux violences réciproques.

Fin août les forces de Boumédiène se dirigent vers Alger en livrant des combats aux hommes de la wilaya 4 et de la wilaya 3 qui leur refusent le passage, l'opération fit un millier de morts.

Le 25 septembre c'est la proclamation de la république algérienne, Ben Bella devient le président du conseil et dirige ensuite le FLN.

Le 8 octobre, l'Algérie adhère à l'ONU

Des alliés de Ben Bella le lâchent alors. Ferhat Abbas président de l'assemblée constituante s'éloigne, Boudiaf quitte le FLN pour créer le PRS (parti de la révolution socialiste) ce qui lui vaudra un séjour en prison, Khider démissionne du secrétariat général en avril 63, Aït Ahmed crée le FFS (front des forces socialistes) et déclenche **une insurrection en Kabylie** qui fait des centaines de morts.. Tout cela amène Ben Bella à instaurer un parti unique, des milices sont alors créées pour faire contrepoids à l'armée.

Le 8 mars 1963, le code de la nationalité qui ne reconnaît comme algérien d'origine que les arabo-musulman est mis en place, plus question maintenant d'une Algérie multiculturelle, plus de place pour les pieds-noirs.

Le code de 1963 refuse la nationalité d'origine aux pieds-noirs et réintègre dans le statut musulman les brebis égarées. La nationalité d'origine est strictement définie par l'ascendance musulmane. **Le mot "algérien" en matière de nationalité d'origine s'étend à toute personne dont au moins deux ascendants en ligne paternelle sont nés en Algérie et y jouissent du statut de musulman. Cette définition est reprise dans un nouveau code en 1970, du 15 décembre, article 32.**

Donc, tout algérien est ainsi "récupéré" par ses ancêtres, et entre dans le statut civil de droit commun du droit musulman. Ceux ci sont séparés des algériens d'origine française qui doivent, eux, pour échapper au statut de droit musulman prendre la nationalité française.

Les harkis du Bachagha Boualem restés algériens ont donc été considérés comme des traîtres, quand aux pieds-noirs qui avaient adhéré à la cause des nationalistes, ceux ci ont été mis à part de la masse des musulmans, parce que relevant de la nationalité par acquisition.

Le 15 septembre 1963, élection de Ben Bella à la présidence de la république. Le 19 juin 1965 il est **renversé par Boumédiène**, incarcéré puis assigné à résidence.

Les français d'Algérie revenus en France ne furent pas encouragés à revenir, ceux restés en Algérie furent incités à partir grâce à une politique de nationalisation et de socialisation. Ceux ci étaient considérés comme un obstacle à la révolution algérienne.;

En mars 1965 il ne restait que 92.086 français en Algérie dont 37.000 fonctionnaires et coopérants ainsi que 2069 agriculteurs Moins de 800 français dont des prêtres, religieuses et des épouses de musulmans ont pris la nationalité algérienne dans le délai fixé de trois ans par les accords d'Evian.

5-L'Algérie indépendante.(premiers maquis FIS-GIA)

Affrontements entre responsables du FLN.

Avec l'indépendance des groupements continuent de s'affronter. En désaccord avec Ben Bella et Boumédiène, la fédération de France, Krim Belkacem, Mohammed Boudiaf Aït Amhed et d'autres s'opposent à ce que le GPRA soit remplacé par un bureau politique du FLN, dirigé par les deux autres. Boudiaf crée le PRS (parti de la révolution socialiste), il est arrêté en juin 1963, condamné à mort en 1964 il rejoint la France puis le Maroc.

Krim Belkacem à l'indépendance de l'Algérie il s'oppose lui aussi à la politique de Ben Bella, il est alors écarté. Lorsque Boumédiène prend le pouvoir en juin 1965 il revient dans l'opposition, est accusé d'avoir organisé un attentat contre le président, il est assassiné à Francfort en octobre 1970.

Aït Ahmed crée le FFS, front des forces socialistes, qui s'opposent à l'armée de Boumédiène en route pour Alger, combats qui font des centaines de morts.

En septembre 1962, alors que les règlements de comptes continuent, Ferhat Abbas est nommé président d'un pays neuf ou, avec le départ massif et forcé des européens, il reste peu de gens formés à la gestion; Ahmed Ben Bella est chargé de former le premier gouvernement qui devait être d'inspiration socialiste.

En 1963 Ben Bella devient secrétaire général du bureau politique du FLN qui prend sans grand succès des mesures de centralisation, de nationalisation et de réforme agraire. Le 19 juin 1965 il est renversé par le conseil de la révolution que présidait Boumédiène soutenu par l'armée, celui ci le remplace en juillet à la tête du gouvernement, Ben Bella est emprisonné d'abord, assigné à résidence ensuite, exilé en France puis en Suisse.

Boumédiène est adepte d'un socialisme autoritaire il forme un conseil de la révolution de 26 membres qu'il place à la tête de l'état, le pétrole Saharien représentait une source de revenu en augmentation, le gouvernement lança donc une série de plans de développement industriel. Ce programme fut à l'origine d'une accélération de l'exode rural, des banlieues sans urbanisme se créèrent autour des grandes villes. Alors qu'en 1962 le pays assurait 70% de ses besoins alimentaires, depuis 2004 elle n'en assure plus que 25%. L'Algérie est devenu au début des années 1970 le pays le plus développé d'Afrique, avec la chute du prix du pétrole brut dans les années 80, le pays qui dépendait presque exclusivement de cela s'enfonça dans un marasme économique qui amène des crises successives.

1971-51% des avoirs des sociétés pétrolières françaises de la production des oléoducs de la production de gaz sont nationalisés
1976-Boumédiène est réélu avec 99% des électeurs.

Après sa mort en décembre 1978 le colonel Chadli Bendjedid devenu secrétaire du parti est désigné comme candidat unique à la présidence de la république. En février 1979 il succède à Boumédiène. Il est réélu deux fois, en 1984 et 1988, il engagea une politique de libéralisation économique et sociale, prit ses distances avec l'URSS et effectua une visite officielle aux Etats-Unis en 1985. En 1980 il fait lever l'assignation à résidence de Ben Bella, celui ci était sous surveillance depuis 15 ans.

Durant cette période, la baisse du prix du pétrole amène des difficultés économiques auxquelles l'état n'est pas capable de remédier, de plus en plus d'Algériens se laissent aller vers les idées qui ont été quelques années avant, à l'origine de la naissance de la première république islamique en Iran. Des prêches dans les mosquées incitent au retour aux valeurs islamiques l'islamisme algérien connaît alors une audience croissante, celui ci tisse un réseau d'associations de bienfaisance et de mosquées qui échappent aux contrôles gouvernementaux.

Premiers maquis

C'est à cette époque qu'apparurent les premiers maquis dont le mouvement islamiste armé d'un ancien combattant du FLN, Mustapha Bouyali (MIA) qui a tenu le maquis de 1982 à 1985.

En 1984 est adopté le code de la famille soumis à la loi coranique, celui ci restreint les droits des femmes.

En 1986 le gouvernement adopte une nouvelle charte nationale pour répondre aux provocations islamiques, des réformes sont engagées, l'économie ouverte aux privatisations, quelques éléphants de la politique sont écartés, les réformes sont jugées insuffisantes.

En 1988 des émeutes de la faim opposèrent les populations, principalement des jeunes victimes du modèle de développement algérien aux forces de l'ordre; Ces révoltes contribuèrent à la venue de réformes. En 1989 une nouvelle constitution fut adoptée par référendum afin d'ouvrir l'Algérie au multipartisme.

En juin 1990 le FIS (front islamique du salut) qui avait su exploiter le désarroi d'une partie de la population remporte les premières élections municipales et communales, ceux ci veulent créer une république islamique en accord avec un bon nombre d'électeurs qui ne croient plus aux promesses de leur gouvernement socialiste. Les résultats obtenus ensuite par le FIS lors du premier tour des élections législatives en décembre 1991 provoquent un putsch militaire. (le 26 décembre le FIS arrive en tête des suffrages au premier tour devant le FLN), janvier 92, Chadli est destitué par l'armée il est remplacé par le haut comité d'état (HCE) le processus de démocratisation est interrompu, le résultat des élections est annulé par le haut conseil de sécurité. (HCS)

En mars le FIS est dissous, une politique de répression est mise en oeuvre contre les islamistes, qui répondent par la lutte armée et le terrorisme.

Le FIS et le GIA.

, Créé en mars 1989, le FIS fédère plusieurs courants de l'islamisme algérien et mobilise contre le parti unique du FLN les exclus du système.

Deux tendances existent au sein de celui-ci représentées par deux dirigeants.

Ali Benhadj-ex prof d'enseignement secondaire et prédicateur, il exprime une tendance radicale qui privilégie le recours à la violence pour obtenir le pouvoir.

Abassi Madani-fils d'imam et titulaire d'une thèse d'état en éducation, il impose la voie électorale et veut accéder au pouvoir grâce à la mobilisation des masses. A l'interruption du processus d'élections, le pouvoir oppose une répression sur les représentants du FIS avec internements poussant ceux-ci dans la violence.

Les plus durs vont rejoindre le GIA (groupement armé islamique) qui avait été créé par de jeunes islamistes qui avaient échappé au contrôle du FIS. D'autres combattent l'armée algérienne dans des groupes qui se rassembleront dans l'armée islamique du salut (AIS) l'été 1994;

Ce n'est qu'en septembre 1997 que le chef de l'AIS annonce un cessez-le-feu, appelle les autres groupes armés à le suivre, l'arrêt définitif de la lutte armée est annoncé en 1999 après l'élection de Abdelaziz Bouteflika.

Mohamed Boudiaf appelé par le haut conseil de sécurité est placé à la tête d'un haut comité d'état (HCE), détenteur du pouvoir exécutif, il est assassiné le 29 juin 1992, après avoir fait renaître un espoir chez les Algériens qui voyaient en lui un homme capable de ramener de l'honnêteté à la tête du pays. Il est remplacé par Ali Kafi.

Cet assassinat marque le début d'une véritable guerre civile qui s'étend jusqu'à la Kabylie, et les régions sahariennes productrices de pétrole et de gaz.

Le GIA, branche armée du FIS commence alors à faire régner la terreur dans tout le pays par des séries d'attentats meurtriers, c'est l'état d'urgence, les attentats touchent tous les milieux, tous ceux qui n'ont pas les mêmes vues et idées que les islamistes. Les actes terroristes et les représailles de l'armée font cette année-là 30.000 victimes dont un bon nombre d'étrangers, obligeant la communauté internationale à prendre ses distances.

En 93 des intellectuels sont assassinés, Ali Kafi est remplacé par un haut conseil de cinq personnes.

En janvier 1994 Liamine Zéroual est nommé chef de l'état par le HCS après la fin du HCE.

Le 24 décembre un commando du GIA s'empare d'un Airbus d'Air France à Alger. L'avion, atterri à Marseille, trois passagers sont exécutés avant que la police ne donne l'assaut et tue les terroristes.

Durant l'été 1995 une série d'attentats revendiqués par le GIA ont lieu à Paris.

La ligue algérienne des droits de l'homme et des formations politiques dont le FLN se sont opposés à cette logique d'affrontements et ont pris

des positions en faveur de négociations politiques ceci avant la venue de la nouvelle élection présidentielle prévue pour décembre 1995. Les élections sont remportées par Liamine Zéroual.

Le discours nationaliste utilisé principalement envers la France a contribué à l'élection à la présidence en novembre 1995 de Liamine Zéroual, la population algérienne y compris en France a voté massivement pour manifester son rejet de la violence.

Les élections législatives 06/96 ont été précédées d'un renforcement des opérations de police pour nettoyer les maquis et décider la population à se rendre aux urnes, elles ont permis l'entrée de l'opposition au parlement ou la nouvelle chambre dispose de pouvoirs réduits, l'essentiel restant entre les mains du président. En décembre de nouveaux amendements interdisent l'existence de partis politiques basés sur la religion, dont le FIS, s'en suit une intensification des tueries par les émirs du terrorisme,

. En quatre ans, plus de cent mille personnes ont trouvé la mort dans ce nouveau conflit, des deux côtés, sans parler des pertes matérielles.

En mai sept moines trappistes français sont assassinés à Tibéhirine (par GIA ou armée)

Le 22 septembre 1997 quatre cent dix sept personnes sont assassinées à Bentatla, banlieue d'Alger. En 1998, en juin le chanteur kabyle Matoub Lounès est assassiné. Ces deux années ont été à l'apogée des massacres entre belligérents.

En avril 1999 Abdelaziz Bouteflika, ancien ministre de Boumédiène est élu, après le retrait des autres candidats qui protestent contre la fraude. Cette année-là, le mois du Ramadan est riche en assassinats (faux barrages attentats, massacres de villageois). Une loi de concorde civile prévoit alors une amnistie partielle des islamistes armés. En janvier 2000 mille des groupes armés sont amnistiés, sans possibilité d'être poursuivis pour les actes qu'ils ont commis.

La guerre d'indépendance a complètement désorganisé ce pays, les structures coloniales s'effondrent, la lutte entre les clans fait rage, la guerre civile menace, celui-ci s'est vidé par la force des choses de ses forces les plus productives, techniciens, cadres, fonctionnaires, médecins etc, n'ont eu d'autre choix que la valise. L'économie s'est trouvée totalement déséquilibrée, le secteur de l'industrie qui ne représentait que 27% de la production générale, la plupart de la population se consacre à un artisanat local déclinant ou à l'agriculture traditionnelle incapable d'assurer la subsistance des populations locales. Suit alors une accélération de l'exode rural vers les grandes villes où sévissait le chômage ainsi qu'une multiplication des bidonvilles.

Tout ce qui aurait pu amener ce pays vers une forme de démocratie est écarté, Ben Bella dont l'influence augmente met en question la légitimité du GPRA, ses membres seront écartés ou emprisonnés.

Celui-ci met en place un programme d'inspiration marxiste démocratique et populaire qui doit être menée par la paysannerie, les travailleurs et les intellectuels révolutionnaires, Révolution agraire et socialisation des moyens de production sont annoncés ainsi qu'une promotion d'une culture nationale arabo-islamique.

Déjà vu plus haut, constitution d'un bureau politique, qui n'est ni plus ni moins qu'un coup de force, éclatement, affrontements sanglants, **cette période d'anarchie favorise des règlements de comptes et aboutit à l'exécution de nombreux européens et harkis**

Le 9 septembre l'armée de Boumédiène investit la ville d'Alger qui était selon des accords démilitarisée. L'appropriation du pouvoir est alors totale, Ben Bella devient le chef du gouvernement, Ferhat Abbas président de l'assemblée.

L'indépendance algérienne vient d'être confisquée et les premières mesures sont mises en place pour provoquer le départ de européens qui sont jugés inassimilables et dangereux.

6-début du socialisme algérien.

En 1963 apparaissent les premières unités agricoles autogérées,les propriétés coloniales sont nationalisées.

1965 ce secteur emploie 115.000 ouvriers et s'étend sur deux millions d'hectares,il s'agit surtout d'une politique improvisée,anarchique qui va se révéler être un échec catastrophique et qui va accélérer l'exode rural vers les villes pour occuper les espaces laissés libres par les pieds noirs et être à l'origine de la formation de bidonvilles,A ces déplacements de populations s'ajoute le chômage qui touche alors les industries désorganisées.Ajouté à cela encore,le dérapage démographique,*l'immigration vers la France devient une soupape qui allège la pression sur le marché du travail algérien.*

Les rapports avec la France

Malgré la violation des accords d'Evian et la confiscation des terres des agriculteurs européens la France reste le premier fournisseur de l'Algérie.

Sous Ben Bella,qui se coupe rapidement des réalités économiques les chefs historiques du fln prennent leurs distances et créent divers fronts qui passent dans l'opposition et ou le maquis,début 1964 Ben Bella cherche à réduire l'influence du clan de Boumédiène en renvoyant ses proches de l'armée au sein du gouvernement,particulièrement **Abdelaziz Bouteflika**. L'armée renverse alors le président de la république en juin 1965,celui ci est remplacé par un conseil de la révolution.

Avec l'arrivée de Boumédiène on assiste également à l'installation définitive de militaires au pouvoir sur lesquels celui ci va s'appuyer n'ayant que peu de considération pour le fln.Avec l'aide de sa sécurité militaire il élimine ses opposants,Mohamed Khider et Belkacem,Boudiaf et Aït A hmed sont en exil,quand au conseil de la révolution,il a été épuré.A noter que seul Abdellaziz Bouteflika,ministre des affaires étrangères garde son poste.

Avec Boumédiène,l'industrie devient la priorité,elle est aussi sensée être le moteur qui entrainera l'agriculture,soixante dix sociétés nationales sont créées,elles sont considérées comme la colonne vertébrale de l'économie et la base d'un programme de développement.

On assiste aussi à la nationalisation des richesses naturelles dont principalement le pétrole et le gaz en 1971;cette étape alors considérée comme la plus décisive dans la marche vers l'émancipation économique.En 1973 avec le premier choc pétrolier les recettes pétrolières sont multipliées par trois.Cependant les résultats attendus ne sont pas à la hauteur,bouleversement du système productif suite aux vagues de nationalisations,les programmes surdimensionnés et les technologies sophistiquées difficilement maîtrisées,appels systématiques aux firmes étrangères qui produisent de l'endettement, etc...

Cette priorité à l'industrie s'est faite au détriment de l'agriculture et voué à l'échec la révolution agraire démarrée en novembre 1971,celle ci était une transformation autoritaire de l'agriculture qui avait pour objectif de répondre aux besoins alimentaires du pays et permettre l'exportation de produits agricoles.Cette tentative de réforme s'est perdue dans l'incohérence des choix réalisés et l'autosuffisance alimentaire qui couvrait 70% des besoins en 1962 n'était plus que de 30% en 1980,depuis 2004 le pays n'en assure plus que 25%.

La démographie.

l'Algérie est enfermée dans une idéologie thiers-mondiste nataliste ,celle ci frôle le record mondial avec 8,1 enfants par femme en 1975,ce n'est qu'en 1983 que les autorités prennent conscience des effets pervers de cette situation et adoptent un programme national pour la maîtrise de cette croissance.

La baisse de fécondité est aussi à mettre en rapport avec la scolarisation féminine

7-l'arabisation de l'Algérie.

Dès l'indépendance la volonté d'arabisation s'est affirmée progressivement,ceci afin de fonder une culture algérienne et un combat est engagé contre la perpétuation de la langue française .Cette politique n'est pas sans conséquences,elle durcit les positions entre les élites arabophones et élites francophones qui perdure dans le système éducatif.Sur la plan idéologique la généralisation de la langue arabe augmente le pouvoir des courants panarabistes et ceux de l'islamisme politique.

La culture se transforme en un instrument de propagande pour la légitimisation du pouvoir,la manipulation de la mémoire historique ,lieu de la légitimation symbolique du fln,participe à la frénésie commémorative .La période coloniale française est ainsi transformée en insurrection continue et les noms des principaux acteurs de la guerre disparaissent.

27 juin 1976 une charte nationale est adoptée qui définit l'Algérie comme étant une partie intégrante de la nation arabe,le peuple algérien est rattaché à la patrie arabe,la politique culturelle va donc s'atteler à concrétiser la généralisation de la langue arabe devenu un élément essentiel de l'identité culturelle du peuple algérien.

Sur la question berbère la charte ne dit rien,celle ci évacue complètement un problème qui concerne des millions d'algériens.Boumédiène et les siens se sont appliqués à imposer une conception arabo-islamique,écartant toute référence à la culture et langue berbère.

En 1980 il y a eu des émeutes sévèrement réprimées en Kabylie.

Dès 1976 commença l'arabisation de l'affichage des noms des rues et des plaques d'immatriculation.En aout de la même année le vendredi est déclaré jour de repos hebdomadaire à la place du dimanche,

La constitution,la charte et les statuts du fln définissent la place et le rôle de l'islam dans les institutions,la religion est alors utilisée comme instrument pour empêcher une possible progression des courants laïques et démocratiques et aussi comme arme de la légitimation du pouvoir.

En marge vont se développer dès les années 70 des mouvements islamistes qui se cantonneront dans l'exclusion et la clandestinité.

L'ère de Boumédiène a permis à la partie arabisante de la population de profiter de l'arabisation pour prendre le contrôle des leviers

importants comme l'éducation et une part de l'administration.

Le successeur de Boumédiène, Chadli Bendjedid (décembre 1978) établit un plan quinquennal qui donne la priorité aux secteurs laissés de côté, l'agriculture, l'hydraulique, l'habitat (1980/1984) et entame la réhabilitation du secteur privé. Ce président reste au pouvoir jusque 1992, il écarte les hommes de Boumédiène dont Bouteflika, tente d'insuffler un nouveau souffle au régime algérien affaibli, il diminue le rôle des services de renseignements, modernise l'armée.

Le fln ne possède plus sa légitimité historique datant de la révolution, celui-ci est discrédité par la bureaucratie, le monde des affaires et le carriérisme, les procès ont beau se multiplier pour des abus de pouvoir ou autres la plupart des procédures sont étouffées. La corruption est importante, la pratique des commissions pour l'implantation de sociétés étrangères passe à une grande échelle. Apparaissent alors les premières contestations violentes.

Les efforts entrepris n'apportent pas les résultats souhaités, ils sont décevants, les rendements agricoles faibles, le chômage important, dès 1984 c'est la faillite économique du modèle algérien qui avait été entamée avec la chute du prix du pétrole l'année précédente. La dette extérieure qui représentait 42% du PIB en 82 passe en 92 à 68%.

En 1986, par une nouvelle charte, l'état instaure plus qu'il ne l'était un ordre public religieux, fondé sur l'islam comme religion du socialisme algérien, refusé par les mouvements islamistes algériens qui refusent à l'état toute légitimité religieuse, des maquis apparaissent (déjà vu) dirigés par des combattants de retour d'Afghanistan.

Des concessions sont accordées aux islamistes par le pouvoir, par exemple le code du statut personnel et de la famille est adopté en mai 1984, il maintient la polygamie et l'inégalité des droits entre les hommes et femmes et ceci au mépris de la constitution de 1976; les islamistes revendiquent après cela l'application intégrale de la charia.

A la fin des années 80, début des années 90 le taux d'urbanisation atteint en Algérie 50%, ce mouvement rapide s'est traduit par une crise dans les villes, manque de logements, insuffisance des équipements hydrauliques, éclatement de cellules familiales traditionnelles, chômage très important principalement chez les jeunes; A côté de cela l'étalage des richesses et l'arrogance d'une nouvelle classe de privilégiés creuse de plus en plus un fossé entre les sociétés.

Cette situation aboutit aux manifestations sanglantes d'octobre, les troubles s'étendent aux principales villes d'Algérie, ou l'armée en vient à tirer sur la foule faisant 500 morts. **Début de la seconde guerre d'Algérie.** Ces émeutes sont à l'origine de la disparition du parti unique et aussi de l'arrivée de nombreux partis politiques. En 1990 une loi met fin au monopole de l'état sur les médias et on voit apparaître plus de 160 périodiques **dont la moitié écrits en français.**

DLF 2009

Share

[Contact](#) [C.G.U.](#)
[commentés](#)

[Signaler un abus](#) [Articles les plus](#)